



HAL
open science

Relations informelles entre Pékin et Taipei : l'essor de la diplomatie académique dans le détroit de Taiwan

Alice Ekman

► **To cite this version:**

Alice Ekman. Relations informelles entre Pékin et Taipei : l'essor de la diplomatie académique dans le détroit de Taiwan. Les Études du CERI, n° 213, pp.27, 2015, 10.25647/etudesduceri.213 . hal-04246641

HAL Id: hal-04246641

<https://hal.science/hal-04246641>

Submitted on 19 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

les
études
du CERI

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Relations informelles entre Pékin et Taipei :
l'essor de la diplomatie académique
dans le détroit de Taiwan**

Alice Ekman



SciencesPo.

CERI
CNRS

Relations informelles entre Pékin et Taipei : l'essor de la diplomatie académique dans le détroit de Taiwan

Résumé

Depuis le retour au pouvoir du Kuomintang en 2008, Pékin a ajusté sa stratégie de communication à l'égard de Taiwan tout en gardant le même objectif de long terme : la réunification. Il s'agit d'une stratégie de rapprochement par la séduction plus que par la menace, qui promeut l'augmentation rapide des échanges entre populations chinoises et taiwanaises à tous les niveaux : étudiants, touristes, paysans, hommes d'affaires, universitaires, diplomates et militaires à la retraite, hommes politiques, etc. La multiplication des rencontres entre universitaires des deux rives constitue notamment de nouveaux canaux de communication dans le détroit, permettant à la fois de compenser l'absence de diplomatie formelle entre Pékin et Taipei et de rivaliser avec les liens de diplomatie informelle noués entre Taiwan et plusieurs de ses partenaires (Etats-Unis, Japon, principalement). Ces canaux de communication pourraient, à terme, conforter la stratégie de Pékin, qui continue à investir massivement dans leur développement, mais aussi se convertir en outil de prévention et de gestion de crise au cas où des tensions réapparaîtraient dans le détroit.

Informal Relations Between Beijing and Taipei: The Expansion of Academic Diplomacy in the Taiwan Strait

Abstract

Since the Kuomintang returned to power in 2008, Beijing has adjusted its communication strategy towards Taiwan, while maintaining the same long-term goal of reunification. This strategy of rapprochement by seduction rather than by threat promotes the rapid growth of exchanges between the Chinese and Taiwanese populations at all levels: students, tourists, farmers, businessmen, academics, retired diplomats and military, politicians, etc. Especially, the multiplication of meetings between academics of both countries is creating new channels of communication over the Strait, allowing on the one hand to compensate for the lack of formal diplomacy between Beijing and Taipei, and on the other hand to compete with informal diplomatic links existing between Taiwan and several of its partners (US and Japan, mainly). These communication channels could ultimately reinforce Beijing's strategy – and China keeps investing heavily in their development – but could also be used as a conduit to prevent and to manage crisis would tensions reappear in the Strait.

Relations informelles entre Pékin et Taipei : l'essor de la diplomatie académique dans le détroit de Taiwan

Alice Ekman, docteure associée au CERI-Sciences Po

Depuis le retour au pouvoir du Kuomintang (KMT) en 2008, Pékin a ajusté sa stratégie de communication à l'égard de Taiwan tout en conservant le même objectif de long terme : la réunification¹. Il s'agit d'une stratégie de rapprochement par la séduction plus que par la menace², qui promeut l'augmentation des échanges entre populations chinoises et taiwanaises à tous les niveaux : étudiants, touristes, paysans, hommes d'affaires, universitaires, diplomates et militaires à la retraite, hommes politiques... La multiplication des rencontres entre universitaires des deux rives, en particulier, constitue de nouveaux canaux de communication dans le détroit, permettant d'une part de compenser l'absence de diplomatie formelle entre Pékin et Taipei, et d'autre part de rivaliser avec les liens de diplomatie informelle qu'entretient Taiwan avec certains partenaires (Etats-Unis, Japon principalement). Malgré l'absence de relations diplomatiques officielles, des canaux de communication semi-officiels existent depuis de nombreuses années entre Taipei et Pékin. Ils sont soutenus, notamment, par deux institutions bien établies : côté taiwanais, la Fondation pour les échanges interdétroit (Straits Exchange Foundation – SEF), et, côté République populaire de Chine, ou RPC³, l'Association pour les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan (Association for Relations Across the Taiwan Straits – ARATS).

¹ Outre les deux évaluateurs anonymes de cette étude, je tiens à remercier les nombreuses institutions qui, à Taiwan, ont généreusement accepté d'ouvrir leurs portes et de partager leurs expériences et leurs perceptions de la diplomatie académique interdétroit, et en particulier : la National Chengchi University, l'Academia Sinica, la Soochow University, la National Taiwan University, la Tamkang University, la National Defense University, la Nanhua University, la New Frontier Foundation, les Taiwan Thinktank et Taiwan Brain Trust, la Taiwan Foundation for Democracy, la Prospect Foundation, la Foundation on Asia-Pacific Peace Studies, la Straits Exchange Foundation, la National Policy Foundation, l'Institute for National Policy Research, le Ministry of Foreign Affairs de Taiwan, le National Security Council, le Mainland Affairs Council, l'European Union Center de la ROC, l'European Economic and Trade Office, le Bureau français de Taipei. Je remercie également Françoise Mengin pour m'avoir fait découvrir les études taiwanaises et incitée à conduire mes premiers terrains de recherche à Taipei il y a plusieurs années. Cette recherche a par ailleurs bénéficié du soutien du CERI, de la National Taiwan Normal University et du programme « Taiwan Fellowship ». Une première version de ce texte a été présentée à la National Central Library de Taipei le 16 décembre 2014.

² Même si, dans les faits, les missiles de l'Armée populaire de libération restent toujours braqués sur Taiwan.

³ « Chine » désignera dans ce texte la République populaire de Chine (RPC), et « Taiwan » la République de Chine (ROC). Les relations « interdétroit » ou « entre les deux rives » signifient les relations entre la RPC et la ROC. Ces choix lexicaux n'indiquent en rien une prise de position de l'auteur sur les différends opposant la RPC et la ROC.

Ces canaux ont gagné en institutionnalisation et en reconnaissance au fil des ans, à tel point qu'ils peuvent être considérés aujourd'hui comme proches du « track 1 », ou diplomatie formelle. Les échanges semi-officiels entre les deux rives ne se réduisent toutefois pas aux rencontres entre représentants de ces deux institutions. Une multitude d'autres rencontres semi-officielles mettent en présence décideurs chinois et taiwanais, dans un cadre académique souvent plus informel et à rythme beaucoup plus fréquent. C'est précisément à ces rencontres, moins connues mais non moins influentes, que s'intéresse cette étude.

L'essor de ces canaux de « diplomatie académique » (*xueshu waijiao*), ou « track 2⁴ », est analysé ici à partir de l'observation détaillée de rencontres ayant réuni à Taipei, de 2013 à 2015, chercheurs taiwanais et chinois en relations internationales⁵, ainsi que d'une cinquantaine d'entretiens avec des acteurs taiwanais⁶ ayant pris part à ces échanges. Cette étude retrace l'accélération récente de la diplomatie informelle dans le détroit de Taiwan et évolue son impact sur les relations entre Pékin et Taipei, alors que les élections locales à Taiwan ont eu lieu en novembre 2014, et que les élections législatives et présidentielles se tiendront en janvier 2016.

FORTE DIMENSION STRATÉGIQUE DES ÉCHANGES ACADÉMIQUES DANS LE DÉTROIT DE TAIWAN

La diplomatie académique n'est pas propre au détroit de Taiwan, elle est aujourd'hui déployée par toutes les diplomaties du monde qui en ont les moyens. Ce type d'échanges revêt toutefois une dimension stratégique particulière dans le détroit pour au moins deux raisons : ils constituent des canaux de communication informels en l'absence de relations diplomatiques officielles entre Pékin et Taipei ; et ils peuvent s'avérer particulièrement utiles à Pékin, compte tenu de la forte porosité entre mondes académique et politique à Taiwan.

⁴ Expression désignant les activités et contacts non gouvernementaux, informels et non officiels entre individus ou groupes d'individus d'Etats différents. Le concept a été popularisé, entre autres, par Joseph Montville et William Davidson (« Foreign policy according to Freud », *Foreign Policy*, 45, hiver 1981-1982, pp. 145-157) et Louise Diamond et John McDonald (*Multi-Track Diplomacy : A Systems Guide and Analysis*, Grinnell, Iowa Peace Institute, 1991, *Multi-Track Diplomacy : A Systems Approach to Peace*, West Hartford, Kumarian Press, 1996 ; John McDonald, « Further exploration of track two diplomacy », dans Louis Kriesberg et Stuart J. Thorson [eds], *Timing the De-Escalation of International Conflicts*, Syracuse, Syracuse University Press, 1991, pp. 201-220).

⁵ A comprendre ici au sens large : chercheurs travaillant sur des enjeux de politique étrangère, défense et sécurité mondiaux, régionaux (Asie-Pacifique) et nationaux (Taiwan, relations interdétroit), dans une université ou un think tank. « Observation des rencontres » est également à comprendre au sens large : observation des conférences et colloques formels, mais aussi des propos informels échangés à leur marge (pauses café, dîners, discussions divers pré- et post-réunions). La méthode employée ici est celle de l'« observation participante » (participation et contribution aux rencontres en tant que chercheur, sur invitation de confrères taiwanais et/ou chinois). La plupart des rencontres observées se sont tenues à huis clos, exclusivement sur invitation.

⁶ Principalement des chercheurs, mais aussi des personnalités politiques affiliées aux deux principaux partis taiwanais (KMT et DPP) ainsi que des diplomates. Plusieurs chercheurs chinois en visite à Taiwan ont également été interrogés dans le cadre de cette étude. Pour les entretiens avec les acteurs taiwanais (chercheurs, personnalités politiques, diplomates), un certain équilibre a été respecté entre les différentes tendances politiques : aussi bien des acteurs affiliés (plus ou moins directement) au camp « bleu » (pro-KMT) qu'au camp « vert » (pro-DPP) ont été interrogés, ainsi que des acteurs associés à d'autres groupements politiques ou non affiliés.

Des canaux de communication informels

Pour Pékin et Taipei, les échanges académiques constituent des canaux de communication de substitution où peuvent se côtoyer des chercheurs proches des décideurs politiques, passeurs de messages officiels, mais également des officiels chinois et taiwanais qui y prennent part à titre de « chercheur » ou de tout autre fonction non officielle permettant de contourner l'absence de diplomatie entre les deux rives. Traditionnellement, le track 2 vient supporter le track 1, mais l'absence de dialogue officiel entre la Chine et Taiwan lui confère dans le détroit une importance particulière. Comme le souligne un chercheur taiwanais familier des échanges académiques à la fois avec les Chinois et les Américains, « la valeur du dialogue informelle avec la Chine est différente, elle a dans un sens plus de poids en l'absence de dialogue formel⁷ ».

La diplomatie académique est un instrument utilisé à la fois par la Chine et Taiwan pour promouvoir leur politique étrangère. La diplomatie informelle taiwanaise est très active et expérimentée ; le ministère des Affaires étrangères à Taipei, notamment, est rompu de longue date à cet exercice. Dès les années 1970, le gouvernement KMT a commencé à développer ce type d'échanges, devenu indispensable pour pallier la perte progressive de relations diplomatiques officielles au profit de la RPC. Depuis, la diplomatie académique occupe un rôle central dans le processus de réflexion et la mise en application de la politique étrangère taiwanaise. Ainsi, de nombreux colloques et conférences universitaires internationaux sont soutenus ou co-organisés par le ministère des Affaires étrangères taiwanais (MOFA), qui y voit une occasion offerte aux officiels taiwanais de défendre la position de Taipei, de rencontrer leurs homologues étrangers (alors qu'ils peuvent en règle générale difficilement le faire par les canaux ministériels officiels), et d'échanger des points de vue sur des sujets d'intérêt communs. Certaines de ces conférences ont un impact considérable sur le façonnement des relations extérieures de Taiwan, telle la Taiwan-America Conference organisée annuellement à l'Institut des relations internationales de la National Chengchi University (IIR-NCCU), qui contribue de manière significative au suivi et à l'ajustement des relations entre Taipei et Washington. En Chine, la diplomatie s'est renforcée progressivement à partir de l'ère de réforme et d'ouverture inaugurée par Deng Xiaoping en 1978, au fil de la professionnalisation de la diplomatie chinoise et des centres de recherche en relations internationales. A l'égard de Taiwan, elle s'est surtout intensifiée à partir des années 2000, et continue actuellement à être consolidée par Pékin.

Proximité entre universitaires et hommes politiques à Taiwan

Les échanges académiques revêtent également une importance particulière dans le détroit du fait de la forte porosité entre mondes universitaire et politique à Taiwan. Cette porosité s'explique en partie par un héritage confucéen encore très prégnant sur l'île, où le « lettré » est toujours communément considéré comme le plus à même d'occuper une fonction politique – en témoigne

⁷ Entretien, Taipei, janvier 2015.

l'expression traditionnelle « *xue er you ze shi* », qui peut être traduite par « celui qui excelle dans les études exercera une haute fonction publique ». De fait, la plupart des membres des gouvernements taiwanais possèdent un doctorat. C'est le cas de l'actuel président Ma Ying-jeou comme de l'actuelle présidente du DPP (Parti démocrate progressiste) et candidate à l'élection présidentielle de 2016. Ces dernières décennies, tous les présidents taiwanais à l'exception de Chen Shuibian étaient titulaires d'un doctorat, et quasiment tous les membres de leurs gouvernements ont exercé à un moment de leur vie une activité universitaire. La plupart des hommes politiques taiwanais ont en effet d'abord été des universitaires (professeurs assistants, professeurs associés, professeurs...). S'ils ont quitté leurs fonctions académiques une fois nommés à un poste politique, ils n'ont pas coupé les liens avec leurs anciens collègues et amis. Ces liens expliquent déjà, à eux seuls, l'influence hors normes du monde universitaire sur le monde politique à Taiwan. De fait, les hommes politiques peuvent facilement demander conseils, soutiens et services (pour l'organisation d'une conférence, par exemple) aux universitaires, qu'ils connaissent bien.

Un autre phénomène explique les liens forts entre chercheurs et hommes politiques à Taiwan : celui des *revolving doors*. Lorsque le parti au pouvoir perd les élections, la majorité des ministres et officiels sortants retrouvent en effet leur poste d'origine à l'université. Le plus souvent, ils continuent à y exercer en attendant les prochaines élections, espérant recouvrer un poste au sein du gouvernement ou de la haute fonction publique en cas de victoire de leur parti. Ainsi, lorsque la Chine appelle au renforcement des échanges avec les chercheurs des universités et think tanks taiwanais, elle sait qu'il y a de fortes chances que ces derniers entrent à terme au gouvernement, ou en deviennent des conseillers influents – s'ils ne le sont pas déjà.

En règle générale, le monde universitaire taiwanais est très politisé. Les chercheurs en sciences politiques et relations internationales, notamment, sont souvent membres, ou à défaut proches d'un parti politique (KMT ou DPP), et leurs convictions transparaissent fréquemment dans leurs travaux. Cette politisation est logiquement plus forte au sein des think tanks, ces derniers étant dans leur majorité directement affiliés à un parti, certains soutenant même un candidat. La politisation du monde universitaire chinois existe également, mais elle n'est pas de même nature du fait de la différence de système politique. Si l'héritage confucéen a survécu dans une certaine mesure à la rhétorique marxiste-léniniste et à la volonté des années Mao d'éradiquer la culture traditionnelle – la légitimité des cadres du Parti dépend en partie de leur niveau d'éducation –, la fermeture de la majorité des universités durant la Révolution culturelle a pesé lourdement sur l'éducation d'une génération entière de cadres politiques. Il s'agit par ailleurs d'une politisation de la recherche à sens unique : affiliation au Parti communiste chinois.

De plus, le système des *revolving doors* n'est pas aussi répandu en Chine continentale qu'à Taiwan. Contrairement à leurs homologues taiwanais, peu de chercheurs chinois ont la possibilité de s'engager dans une carrière politique à très haut niveau. Des exceptions sont bien sûr à noter, tel Wang Huning, ancien directeur de l'université Fudan à Shanghai, membre du comité central du PCC depuis 2002 et théoricien politique réputé proche de Hu Jintao, et aujourd'hui de Xi Jinping ; ou encore le nouveau ministre de l'Environnement Chen Jining, qui a occupé des fonctions principalement académiques (à l'université Tsinghua) avant sa nomination en février 2015.

En Chine, les enseignants-chercheurs sont en règle générale universitaires de carrière, comme le sont les hommes politiques, dans un contexte de parti unique et d'absence d'élections et d'alternance politique. Et si plusieurs dirigeants chinois sont titulaires d'un doctorat (tel l'actuel président Xi Jinping, crédité d'un doctorat en droit dans les biographies officielles), ce diplôme leur a souvent été délivré selon des critères politiques et dans des conditions favorables (emploi d'assistant de recherche, courte durée du doctorat, octroi d'une bourse, etc.), souvent dans le but d'offrir une légitimité à un jeune talent politique à fort potentiel.

AUGMENTATION ET DIVERSIFICATION DES ÉCHANGES TRACK 2 DEPUIS 2008

Si les échanges entre chercheurs chinois et taiwanais sont une réalité depuis près de deux décennies, ils se sont particulièrement développés dans les années Chen Shui-bian (2000-2008). Les relations très difficiles qu'entretenaient alors Taipei et Pékin les ont en effet rendus plus que jamais nécessaires pour maintenir un niveau minimal de communication entre les deux rives. Une stratégie de contournement du gouvernement Chen Shui-bian par la multiplication des échanges informels a en outre été déployée par le KMT sous Lien Chan⁸.

Ces échanges se sont prolongés après le retour au pouvoir du KMT en 2008. Deux évolutions parallèles sont apparues après cette date : d'une part, une augmentation significative du nombre et de la fréquence des échanges académiques⁹ ; d'autre part, une diversification de ces derniers, liée à la volonté de Pékin de renforcer non seulement les échanges avec le KMT, mais aussi avec le DPP, traditionnellement plus hostile au dialogue avec Pékin.

Augmentation des échanges

L'augmentation du nombre et de la fréquence des échanges académiques a été fulgurante tout au long des années 2010 dans presque tous les domaines (sciences dures, sciences sociales, sciences appliquées, management, etc.). Les échanges en sciences politiques, y compris sur les questions sensibles de sécurité et de relations internationales, ne font pas exception. Quasiment tous les sujets « chauds » sont désormais abordés lors des rencontres entre chercheurs chinois et taiwanais. Le ministère de l'Éducation taiwanais ne dispose pas à l'heure actuelle du nombre total des échanges académiques entre les deux rives – leur caractère informel les rend, de fait,

⁸ Ancien vice-président de la République de Chine (1996-2000), il était alors président du KMT (2000-2005).

⁹ Développement fréquemment souligné par les chercheurs taiwanais et chinois. Entretiens, Taipei, 2013-2015. Voir également Gunter Schubert, « Where minds meet : "professionalization" of cross-strait academic exchange », *GIGA Working Paper*, 106, 2009.

difficiles à quantifier –, mais tous les acteurs s'accordent à dire qu'ils sont très nombreux : il ne se passe pas une semaine sans qu'une délégation académique chinoise ne se rende à Taiwan¹⁰.

Longtemps, les rencontres académiques entre les deux rives ont été organisées à l'initiative ou avec l'aide (et donc la participation) d'une tierce partie (think tanks américains, français, etc.). Si ce type de rencontre tripartite perdure encore¹¹, la plupart des échanges entre les deux rives se déroulent désormais sans intermédiaires, directement entre institutions chinoises et taiwanaises, et sans participants ou observateurs tiers. C'est en particulier sur ce type d'échanges directs que s'est concentré le terrain de recherche conduit à Taiwan pour cette étude.

Diversification des échanges

Cette intensification du rythme des échanges académiques s'accompagne en outre de leur diversification. Si les interlocuteurs naturels des délégations chinoises en visite à Taiwan sont toujours les universitaires proches du KMT, de plus en plus de délégations chinoises se rendent désormais dans des universités et think tanks « verts » (proches du DPP). Ainsi, les trois principaux think tanks verts de l'île, le Taiwan Thinktank, la New Frontier Fondation et le Taiwan Brain Trust, déclarent accueillir des délégations de chercheurs chinois entre sept et dix fois par an¹². Ces rencontres sont menées individuellement par chacun de ces think tanks sans accord formel avec les institutions chinoises, et avec une certaine précaution¹³ : il s'agit souvent d'échanges fermés (non ouverts au public et aux médias) se tenant en petit comité. De même, certains départements d'universités de sensibilité verte, comme certains départements de l'Université nationale de Sun Yat-sen (NSYSU), reçoivent fréquemment la visite de délégations de chercheurs et analystes chinois, et la plupart ont noué des liens et des échanges plus institutionnalisés avec les universités chinoises.

¹⁰ Citons, parmi les institutions de recherche de République populaire de Chine qui se rendent régulièrement à Taiwan : le China Institute of Contemporary International Relations, la Chinese Academy of Social Sciences (et en particulier son Institute of Taiwan Studies), le China Institute of International Studies, le Shanghai Institute of International Studies, le Shanghai Institute for Taiwan Studies, la Shanghai Academic of Social Sciences (et en particulier son Taiwan Research Center), le Shanghai East Asia Institute. Il s'agit pour la plupart d'institutions officielles (directement affiliées à un ministère ou à un organe du gouvernement central). Elles rendent traditionnellement visite à des institutions académiques taiwanaises de sensibilité « bleue », mais également, et de plus en plus, à des institutions de sensibilité « verte ». Les institutions de recherche taiwanaises qui accueillent des délégations chinoises de ces institutions sont nombreuses – les noms de celles interrogées dans le cadre de ce terrain sont indiqués directement dans le texte de l'étude. En outre, de nombreux entretiens et observations de rencontres entre chercheurs chinois et taiwanais ont été effectués à l'Institut des relations internationales de la National Chengchi University (IIR-NCCU) à Taipei, qui accueille des délégations chinoises depuis plus de deux décennies et occupe traditionnellement une place prépondérante – mais non exclusive – dans la diplomatie académique interdéterminée.

¹¹ Ainsi, le think tank américain CSIS (Center for Strategic and International Studies) a organisé ce type de rencontre tripartite à plusieurs reprises au cours des dernières décennies.

¹² Moyenne calculée par l'auteure à partir d'entretiens conduits auprès de ces institutions en 2013-2015. Comme pour les think tanks pro-KMT, la plupart des délégations chinoises en visite dans ces think tanks pro-DPP proviennent d'institutions de recherche officielles.

¹³ Entretien avec un chercheur taiwanais appartenant à l'un de ces think tanks, janvier 2014, Taipei.

La venue de chercheurs chinois à Taipei ne représente cependant qu'une partie des échanges : de nombreux membres de ces think tanks se rendent régulièrement en Chine, à titre individuel et souvent de façon discrète, pour participer à des conférences, réunions et échanges divers, à l'invitation d'une institution académique chinoise. Plusieurs professeurs de départements d'universités de sensibilité verte se sont également rendus en Chine au cours des dernières années, par exemple, en mars 2012, Lo Chih-cheng (羅致政), enseignant-chercheur¹⁴ du département de sciences politiques de l'université Soochow (東吳大學政治學系) et membre du DPP réputé proche de Tsai Ing-Wen, l'actuelle présidente du DPP et candidate à l'élection présidentielle de 2016. Il s'était alors rendu en Chine en sa qualité d'universitaire, pour participer à un forum académique de deux jours portant sur les relations interdétroit.

Diversifier les échanges avec tous les acteurs politiques à Taiwan, y compris ceux considérés comme hostiles à la RPC, fait partie intégrante de la stratégie actuelle de la Chine. En effet, ces dernières années, Pékin a cherché à renforcer les liens non seulement avec les populations pro-KMT mais également, et de plus en plus, avec celles pro-DPP – moins favorables, voire franchement hostiles à un rapprochement avec la RPC –, notamment en multipliant les contacts tous azimuts avec les populations du sud de l'île, base électorale traditionnelle du DPP. Toutes les catégories socio-professionnelles ont été approchées, des élites urbaines aux agriculteurs en passant par les pêcheurs. Cette logique vaut également dans le domaine académique : Pékin a diversifié les échanges universitaires, multipliant en premier lieu les contacts avec les institutions et chercheurs considérés pro-DPP. Cette diplomatie académique fait écho aux visites officielles et semi-officielles, qui suivent le même parcours, privilégiant de plus en plus le sud de l'île. Ainsi, Chen Deming, le président de l'Association pour les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan (ARATS), s'est surtout rendu dans la partie « verte » de Taiwan lors de son séjour de décembre 2014¹⁵.

Si les chercheurs et analystes pro-DPP acceptent désormais dans leur grande majorité de rencontrer des délégations chinoises – qui ont souvent des positions diamétralement opposées aux leurs et représentent, aux yeux de certains d'entre eux, l'« ennemi » –, c'est parce qu'ils estiment qu'il ne faut plus laisser le monopole des échanges avec la Chine au KMT et qu'il est aujourd'hui impossible d'ignorer Pékin, compte tenu notamment des forts liens économiques entre les deux rives du détroit. Le DPP est par ailleurs conscient qu'une des raisons de sa défaite aux dernières élections présidentielles de 2012 a été sa position à l'égard de la Chine¹⁶. Ces échanges peuvent lui fournir des éléments de réflexion lui permettant d'ajuster sa politique à l'égard de la RPC (*China policy*) – pas forcément pour la changer, mais pour la faire paraître plus réaliste aux yeux des électeurs – en vue du scrutin

¹⁴ Titre exact en anglais : Associate Professor and Chairman, Department of Political Science, Soochow University.

¹⁵ Il avait notamment prononcé un discours à Tainan, dans le sud de l'île. « Rallies continue to haunt ARATS chair in visit to Tainan », *Taipei Times*, 15 décembre 2014, <http://www.taipetimes.com/News/taiwan/archives/2014/12/15/2003606788> (consulté le 17 août 2015). A noter que la venue des officiels chinois dans la partie sud de Taiwan – fief électoral du DPP – est souvent très mal reçue par les hommes politiques et militants « verts », qui les poursuivent parfois sur leurs lieux de visite pour manifester leur opposition.

¹⁶ A la suite de la défaite électorale de 2012, la redéfinition de la politique chinoise du DPP est en cours et suscite de nombreux tiraillements internes. Le monde « vert », politique comme académique, est partagé sur les positions à adopter à l'égard de Pékin et la feuille de route à suivre en vue des élections de 2016. La candidate du DPP est demeurée elle-même assez floue jusqu'à présent sur le sujet.

présidentiel de 2016. Enfin, et surtout, si les chercheurs et analystes affiliés au DPP acceptent de recevoir les délégations chinoises en provenance d'institutions académiques officielles ou semi-officielles, c'est parce qu'ils considèrent qu'« il est bon que le côté chinois entende un autre son de cloche », des « opinions différentes¹⁷ » de celles martelées par Pékin ou par certains chercheurs KMT proches de Pékin.

DÉROULEMENT DES ÉCHANGES : DISCUSSIONS STRATÉGIQUES ENTRE « VIEUX AMIS »

Des rencontres aux thèmes et discussions stratégiques

Compte tenu du nombre très élevé de rencontres entre chercheurs chinois et taiwanais dans le domaine des relations internationales, les sujets discutés sont eux-mêmes particulièrement nombreux et variés. Les chercheurs chinois et taiwanais échangent en priorité sur les principaux enjeux géopolitiques et de sécurité considérés comme stratégiques à leurs yeux : il s'agit essentiellement de *flashpoints* dans la région Asie-Pacifique. Les différends territoriaux en mer de Chine du Sud, notamment, ont été à l'ordre du jour de beaucoup de rencontres académiques entre les deux rives ces dernières années. A tel point que ce sujet semble avoir été abordé davantage, et plus tôt, sous ce format de dialogue entre Pékin et Taipei qu'il ne l'a été entre Taipei et Washington jusqu'à ce jour¹⁸. Cette situation est perçue comme normale par certains chercheurs taiwanais (pro-KMT pour la plupart), qui reprennent à leur compte l'affirmation de Pékin : les Etats-Unis ne sont pas concernés par cet enjeu, qui relève des parties asiatiques directement impliquées, et ils ne devraient pas « interférer » dans les discussions et rencontres qui portent sur ce sujet¹⁹.

De manière générale, l'augmentation des échanges entre chercheurs taiwanais et chinois sur les sujets régionaux est telle qu'ils dépassent désormais le nombre de ceux entre chercheurs taiwanais et américains. Ces dernières années, des chercheurs des deux rives ont régulièrement débattu entre eux de sujets « chauds », et ce sitôt après l'émergence de nouvelles tensions dans la région : conflit entre la Chine et les Philippines, déclaration chinoise de l'Air Défense Identification Zone (ADIZ) au-dessus de la mer de Chine orientale en novembre 2013 et réactions des voisins, installation d'une plateforme pétrolière chinoise dans les eaux territoriales disputées au large du Vietnam en mai 2014, etc. Par ailleurs, des sujets plus « froids », mais tout autant d'actualité, font régulièrement l'objet d'échanges entre institutions chinoises et taiwanaises (intégration économique régionale, négociations RCEP, entre autres enjeux régionaux).

¹⁷ Entretiens avec des chercheurs pro-DPP participant à ces rencontres, Taipei, 2013-2015.

¹⁸ Entretiens avec des chercheurs taiwanais, Taipei, 2013-2015. Parmi des exemples récents de rencontres, un « workshop » informel a réuni sur ce sujet des chercheurs de l'Institut des relations internationales de la National Chengchi University et de l'Université de Nankin (parmi d'autres institutions académiques de la RPC) en 2014.

¹⁹ Entretien avec des chercheurs taiwanais de l'Institut des relations internationales, National Chengchi University, Taipei, janvier 2015.

Le contenu de ces échanges varie logiquement en fonction des interlocuteurs chinois et taiwanais présents, et notamment de la tendance politique de ces derniers²⁰. Souvent, les chercheurs chinois se saisissent de l'occasion pour justifier la position de Pékin et mettre en avant les références communes, voire la proximité entre les approches chinoise et taiwanaise sur certains enjeux (différends territoriaux en mer de Chine du Sud, référence commune à la ligne en neuf traits²¹...).

Ces propos rencontrent un écho positif auprès de certains chercheurs taiwanais²² : les plus nationalistes d'entre eux²³ encouragent même la Chine à adopter une posture plus offensive envers les Etats-Unis et leurs alliés dans la région. Citons, parmi les paroles surprenantes entendues lors de conversations à huis clos entre chercheurs taiwanais et chinois, celles de ce chercheur taiwanais se réjouissant, peu après son annonce par Pékin en novembre 2013, de la déclaration de l'ADIZ : « Vous devriez faire plus ! Vous pouvez déclarer une ADIZ encore plus vaste²⁴ ! »

De manière plus générale, comme souvent lors des discussions chinoises de politique étrangère, une « obsession américaine » traverse en filigrane les débats sur ces enjeux régionaux. Lors de certains échanges, une rhétorique anti-américaine transparaît clairement du côté chinois, et trouve parfois un relai, plus rarement mais de manière tout aussi virulente²⁵, du côté taiwanais, lors d'interventions de chercheurs pro-KMT, nationalistes et qui se considèrent avant tout chinois.

Certains déplacements et interventions de chercheurs chinois à Taiwan ont exclusivement pour objet l'étude de l'influence américaine dans la région (déploiement du « pivot » ou rééquilibrage américain dans la région), et donnent lieu à des lectures prospectives et à des dénouements qui entraînent l'interlocuteur taiwanais sur un terrain de réflexion proche de celui de Pékin, et peuvent surprendre nombre d'observateurs étrangers. Ainsi, lors d'un déplacement à Taiwan en mai 2013, un chercheur du China Institute of International Studies (CIIS), dépendant du ministère des Affaires étrangères, a fait un exposé sur le nouveau type de relations entre la Chine et les

²⁰ Au cours de ces dernières années, il semblerait que ce type de sujet soit avant tout abordé avec des chercheurs taiwanais proches du KMT, le parti au pouvoir, plus à même de connaître la position officielle et d'agir comme relais d'information et de discussion avec le gouvernement taiwanais.

²¹ Actuellement, la RPC revendique sa souveraineté sur une portion de la mer de Chine méridionale (incluant le plateau continental, les îles et îlots, les fonds marins et le sous-sol), selon une ligne de division dite « en neuf traits ».

²² Ainsi, dans une étude commanditée par le Mainland Affairs Council (MAC) sur l'impact des différends en mer de Chine du Sud sur les relations entre les deux rives, plusieurs chercheurs taiwanais (affiliés à l'IIR-NCCU ou à l'Academia Sinica, entre autres institutions de recherche) ont appelé à une collaboration entre celles-ci dans le cadre du principe « une seule Chine » (« one China framework »), puisque « la mer de Chine du Sud fait historiquement partie des eaux territoriales chinoises ». Voir Chen Yu-hsuan, « Projects proof of Ma's pro-China policies : legislator », *Taipei Times*, 8 juin 2015, <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2015/06/08/2003620204> (consulté le 17 août 2015).

²³ Par « chercheurs nationalistes taiwanais », on entend ici des chercheurs taiwanais se considérant avant tout chinois, mettant fréquemment et publiquement en avant leur fierté d'être chinois et leurs espoirs d'une nation chinoise forte, capable de défendre sa souveraineté nationale, y compris en mer de Chine. Il s'agit souvent de chercheurs âgés de plus de 50 ans, nés en Chine continentale (ou dont les parents y sont nés). Si les discours nationalistes tenus en RPC et en ROC se rejoignent dans une certaine mesure (fierté chinoise, discours anti-américains et/ou antijaponais, revendications territoriales fermes, référence à la ligne à neuf traits, etc.), nombre de chercheurs nationalistes taiwanais jugent le gouvernement communiste illégitime, et espèrent un jour être témoins d'une « réunification » avec une Chine continentale qui ne serait plus dirigée par le PCC.

²⁴ Propos d'un chercheur taiwanais lors d'une réunion avec des chercheurs chinois en janvier 2014 à l'IIR-NCCU, Taipei.

²⁵ Ainsi, un chercheur taiwanais a comparé les Américains à des chiens lors de la 31^e Taiwan-European Conference. International, Conference Hall of Institute of Diplomacy and International Affairs, Taipei, 8-9 décembre 2014.

Etats-Unis devant des chercheurs de l'IIR-NCCU. Dans sa présentation, résumée dans une courte note rédigée en chinois traditionnel et distribuée aux chercheurs taiwanais présents, il s'interrogeait sur l'éventuelle réaction des Etats-Unis dans le cas où la Chine serait réunifiée, et concluait que, quelle que soit sa volonté, Washington n'aurait pas les moyens de réagir²⁶.

De nombreuses rencontres entre institutions académiques chinoises et taiwanaises portent spécifiquement sur les « relations entre les deux rives », un thème sensible discuté également lors de rencontres qui ne l'inscrivent pas à leur programme. Même quand les séances et les discussions formelles se concentrent sur des sujets moins stratégiques et plus consensuels, les propos échangés lors des nombreuses pauses café qui ponctuent ces rencontres, mais aussi et surtout lors des dîners et visites touristiques qui les prolongent, offrent aux chercheurs chinois et taiwanais l'occasion de discuter sur l'évolution des relations entre Pékin et Taipei. L'agencement du programme de certaines conférences académiques semble même conçu de manière à générer des occasions d'échanges de vues sur des sujets plus sensibles en dehors des salles de conférences.

Les rencontres portant sur les enjeux en mer de Chine méridionale, notamment, offrent des occasions de discussions informelles entre chercheurs chinois et taiwanais sur les relations interdépendantes. Certains Taiwanais y participant se demandent si elles ne sont pas des « excuses ». D'autres en sont convaincus, tant elles constituent des échanges substantiels entre Pékin et Taiwan, sans intermédiaires ni observateurs tiers. Ainsi, ces dernières années, en marge de conférences portant sur la mer de Chine du Sud, Pékin – par la voix de chercheurs officiels et semi-officiels – a régulièrement appelé au déploiement entre Pékin et Taipei de « CBM » (confidence and security building measures, ou mesures de confiance)²⁷, loin des analystes et officiels américains.

Un autre exemple est celui du Cross-Strait Forum on European Union Research (兩岸歐洲聯盟研究), conférence co-organisée par l'European Union Center de l'Université de Taiwan et l'Institut d'études européennes de l'Académie des sciences sociales de Chine (Chinese Academy of Social Sciences – CASS), et qui se tient à rythme annuel depuis son lancement en 2011, alternativement à Taiwan et en Chine. Les communications présentées lors de cette conférence ne doivent en aucun cas aborder la question de relations interdépendantes, comme il est spécifié au préalable par les organisateurs. Le sujet ne manque toutefois pas d'être évoqué en marge de la conférence. « Nous finissons souvent par aborder le sujet après la conférence, pendant les banquets, ou les événements touristiques qui sont organisés en fin de conférence et auxquelles on participe toujours, tous ensemble [Chinois et Taiwanais] », rapporte un chercheur taiwanais ayant participé plusieurs fois à cette rencontre.

²⁶ Observation de la rencontre (fermée au public et qui regroupait une quinzaine de participants au total), mai 2013, IIR-NCCU, Taipei. Dans sa présentation, le chercheur chinois considérait également que, de toutes façons, les Etats-Unis devaient cesser d'interférer dans les sujets relatifs à Taiwan.

²⁷ Sur les CBM dans le détroit de Taiwan en général, voir notamment Niklas L. P. Swanström et Sofia K. Ledbe, *The Role of CBMs in Cross-Strait Relations*, Washington, Uppsala, Central Asia-Caucasus Institute et Silk Road Studies Program, 2006.

Il serait néanmoins réducteur de considérer que toutes ces rencontres ne sont que de simples couvertures pour des discussions parallèles. Alors que les échanges académiques se multiplient sous tous azimuts entre la Chine et Taiwan, les enjeux non asiatiques (intégration européenne, relations Europe-Asie, situation en Ukraine, en Syrie, et autres *flashpoints* non régionaux) sont également évoqués en détails lors des conférences entre chercheurs chinois et taiwanais, même s'ils se placent logiquement au second plan dans l'ordre des priorités de politique étrangère et de sécurité de Pékin et Taipei.

Outre les sujets susmentionnés, les enjeux intérieurs taiwanais (politiques, économiques, sociaux...) sont au cœur de nombreuses rencontres. Ils sont notamment régulièrement inscrits à l'ordre du jour par des délégations chinoises en visite à Taiwan dans le cadre des discussions fermées, restreintes et informelles, qui traitent de l'actualité récente et des dernières évolutions du contexte politique local. Nombre de ces délégations se sont rendues par exemple à Taiwan à l'approche des élections locales de novembre 2014 pour analyser le contexte électoral et tenter d'anticiper l'issue du scrutin. Des membres de l'Institut de recherche taiwanais²⁸ de l'université de Xiamen ont notamment interrogé des chercheurs de l'Institut des relations internationales de la National Chengchi University sur les tendances d'opinion à l'approche des élections²⁹. Une dizaine d'entre eux avaient auparavant effectué des sondages auprès d'un échantillon de trois cents Taiwanais (interrogés par téléphone depuis la RPC) ; la récente visite de ces chercheurs à Taiwan avait pour but d'affiner les résultats de leur étude quantitative par un travail de terrain plus qualitatif sur place, afin de parvenir à une estimation plus affûtée des résultats³⁰. Le CICIR (China Institute of Contemporary International Relations) s'est également rendu à Taiwan et à l'IIR-NCCU avant les élections locales fin 2014 pour un échange de vues sur le contexte électoral (lors d'une réunion fermée, en petit comité), et dans le but de produire un rapport sur le sujet³¹.

S'il n'est pas certain que les échanges académiques augmentent la compréhension des points de vue taiwanais du côté chinois, une chose est sûre : les chercheurs et institutions chinoises ont pris conscience de la complexité du contexte politique à Taiwan. Cette prise de conscience s'est encore renforcée à la suite du « mouvement des tournesols » impulsé au printemps 2014 par la jeune génération de l'île, et peu anticipé à Pékin. Dans ce contexte, les échanges dits « track 2 » constituent un outil de veille et d'analyse précieux pour la Chine, d'autant que la situation politique taiwanaise ne cesse d'évoluer : apparition de candidats indépendants – tel Ko Wen-je, élu maire de Taipei aux élections locales de novembre 2014 –, accroissement des divergences entre générations, d'identité, d'opinions politiques, de visions des relations avec la Chine, etc. A la faveur des visites de ses chercheurs, Pékin

²⁸ « Taiwan Research Institute » (*Taiwan yanjiuyuan*), <http://twri.xmu.edu.cn/>

²⁹ Entretien avec un chercheur taiwanais de l'IIR-NCCU ayant participé à cette rencontre, Taipei, janvier 2015.

³⁰ Sur cette estimation, un chercheur taiwanais porte le jugement suivant : « L'analyse était d'assez bonne qualité. Ils sont parvenus à anticiper les tendances générales et la plupart des résultats. Ils se sont juste trompés pour Taichung et Taoyuan, mais pas davantage que les propres sondages du DPP. Personne n'avait anticipé une telle débâcle du KMT ici. » Entretien, Taipei, janvier 2015.

³¹ Entretien avec un chercheur taiwanais de l'IIR-NCCU ayant participé à cette rencontre. D'après ce chercheur, la délégation chinoise s'était peu exprimée durant cette réunion, car elle était surtout là pour comprendre le contexte taiwanais et non pour échanger, contrairement à d'autres réunions.

espère collecter des informations indispensables à une compréhension plus fine du contexte taiwanais³² et à l'anticipation de ses évolutions politiques, économiques et sociales...

Ce type de visite et d'échange n'est pas réservé au détroit de Taiwan, les think tanks chinois parcourent le monde pour tenter de comprendre les évolutions géopolitiques, politiques ou économiques de pays ou de régions présentant un intérêt pour leur pays³³. La multiplication et la professionnalisation des institutions académiques observables à partir de l'ère Deng Xiaoping ont aiguisé leurs capacités d'analyse, et ces mouvements, ainsi que le poids des think tanks et de la diplomatie académique, continuent à se renforcer depuis l'arrivée de Xi Jinping à la présidence de la RPC en mars 2013. Toutefois, la diplomatie académique chinoise s'est consolidée encore plus rapidement dans le détroit au cours des dernières années, et ce en suivant trois directions parallèles : l'augmentation, la diversification (avec des chercheurs proches du KMT mais aussi et de plus en plus avec des chercheurs proches du DPP), et le rehaussement du niveau des rencontres. Le track 2 se convertit de plus en plus en track 1,5, avec une participation croissante d'officiels des deux côtés.

Cette évolution est en premier lieu impulsée par la Chine, qui n'hésite plus à faire intervenir des officiels de haut rang dans ses échanges académiques avec Taiwan. Une délégation de chercheurs taiwanais en visite sur l'île de Hainan, en novembre 2014, pour discuter des différends en mer de Chine du Sud, et plus largement de la sécurité régionale en Asie-Pacifique, a ainsi été reçue par une équipe chinoise composée de chercheurs et de l'actuel sous-directeur Asie du ministère des Affaires étrangères de la PRC (MFA)³⁴. Celui-ci était inscrit sur le programme de la rencontre sous le titre de chercheur à la China Foreign Affairs University (CFAU)³⁵, mais s'est présenté sous son titre officiel – « ce qui n'était pas une surprise pour nous [membres de la délégation taiwanaise] », se souvient un chercheur taiwanais ayant pris part à cette visite³⁶. Le ministère des Affaires étrangères taiwanais (MOFA) était au courant, mais avait décidé de n'envoyer aucun officiel. Un second exemple – parmi beaucoup d'autres – de participation d'officiels chinois à des rencontres académiques interdétroit est la venue à Taiwan, en 2014, d'une délégation d'une association d'études stratégiques chinoise dont l'un des membres était un militaire en exercice, présenté sous l'étiquette de « chercheur » au sein de l'association³⁷.

Le rehaussement des dialogues track 2 en track 1,5 du côté chinois survient dans un nouveau contexte d'émergence de rencontres track 1, à l'image de celle qui eut lieu durant le sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) qui s'est tenu à Pékin en novembre

³² « PRC scholars are very interested to understand Taiwan » (« Les universitaires chinois sont très désireux de comprendre Taiwan »), souligne un chercheur taiwanais qui échange fréquemment avec des homologues chinois. Entretien, Taipei, décembre 2014.

³³ Ainsi, des membres de think tanks chinois se sont rendus en France au lendemain de la crise de l'euro pour poser des questions sur la situation de l'économie française, ou sur les orientations géopolitiques du président Hollande au lendemain son élection.

³⁴ Titre officiel en anglais : Deputy-Director of the Department of Asian Affairs of the Ministry of Foreign Affairs of the PRC.

³⁵ « Research fellow » at CFAU (« waijiao xueyan »), <http://www.cfau.edu.cn/>

³⁶ Entretien, Taipei, décembre 2014.

³⁷ Entretien avec un chercheur taiwanais présent à cette rencontre, Taipei, décembre 2014. Selon ce chercheur, il ne s'agissait pas de la première visite de ce militaire chinois à Taiwan, mais son titre était différent lors des précédentes visites.

2014³⁸. Aux yeux de certains chercheurs taiwanais, « la Chine teste la ligne rouge, essaie de voir jusqu'où on va suivre ou ne pas suivre avec nos officiels³⁹ ».

Côté taiwanais, la participation d'officiels en activité demeure plus rare, mais de nombreux diplomates et militaires à la retraite prennent part désormais aux échanges avec la Chine. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais il s'est renforcé durant le mandat de Ma Ying-jeou à l'incitation de Pékin (qui invite souvent en Chine des diplomates et militaires taiwanais à la retraite). Toutefois, Ma Ying-jeou est resté relativement prudent dans l'établissement d'un dialogue politique, en particulier dans la seconde partie de son mandat. Selon plusieurs chercheurs taiwanais, le personnel administratif et militaire de son équipe aurait été actif dans la promotion de CBM durant la période 2008-2012 – via la participation de membres retraités de la haute fonction publique et de l'armée, notamment. Mais ces échanges CBM semblent beaucoup moins fructueux depuis le début du second mandat de Ma Ying-jeou (2012). « Beaucoup d'excuses ont été avancées côté taiwanais pour repousser ou limiter les échanges⁴⁰. » Cette évolution peut s'expliquer par l'opposition d'une partie de la population taiwanaise à un rapprochement avec la RPC, et aussi, selon certains chercheurs taiwanais⁴¹, par les réticences des Etats-Unis à l'égard de l'émergence d'un dialogue CBM auquel ils ne seraient pas directement associés.

Une proximité évidente entre universitaires chinois et taiwanais⁴²

L'observation des échanges entre chercheurs chinois et taiwanais révèle souvent une proximité évidente. « Nous sommes des amis de plus de vingt ans », s'écrie ainsi un chercheur taiwanais de l'IIR-NCCU en tapant dans le dos d'un chercheur chinois de la CASS se rendant en délégation à Taiwan depuis près de deux décennies. Même si cette proximité, voire ces liens d'amitié paraissent parfois surjoués dans ce cadre si particulier de la diplomatie informelle – par exemple en guise de *small talk* pour briser la glace en début de rencontre –, ils semblent sincères dans de nombreux cas, particulièrement lors des activités

³⁸ Par exemple, Vincent Siew, ancien vice-président de la ROC (2008-2012) et du KMT (2000-2005), fut désigné par Ma Ying-Jeou pour représenter Taiwan au sommet de l'APEC. Il a rencontré Xi Jinping à cette occasion.

³⁹ Entretien avec un chercheur taiwanais participant fréquemment à des dialogues track 1,5 avec la Chine, Taipei, décembre 2014.

⁴⁰ Entretien avec un chercheur taiwanais, Taipei, décembre 2014.

⁴¹ Notamment ceux proches du KMT. Entretiens avec des chercheurs taiwanais, Taipei, décembre 2014-janvier 2015. Certains de ces chercheurs affiliés au KMT (et, dans une moindre mesure, certains officiels taiwanais, en off) regrettent que le dialogue CBM n'avance pas ou peu et pointent du doigt, parfois avec virulence, les Etats-Unis, qui exerceraient, selon eux, une pression sur Taiwan pour éviter d'aller trop loin dans ce dialogue strictement bilatéral.

⁴² Cette partie est le fruit d'observations de rencontres entre chercheurs taiwanais et chinois à Taipei entre 2013 et 2015.

informelles qui l'accompagnent (banquets, karaokés, visites touristiques, etc.⁴³) en Chine comme à Taiwan, qui dévoilent alors l'étendue de la camaraderie entre certains chercheurs, et le degré de connaissances mutuelles engrangées au fil des années et des progressions de carrière parallèles.

Cette proximité s'est assurément renforcée au cours de la dernière décennie, en particulier depuis le retour au pouvoir du KMT, et alors que la Chine ajuste sa stratégie de communication à destination de la population taiwanaise, y compris universitaire : il s'agit d'une stratégie de séduction davantage avenante et conciliante sur la forme. Pour Pékin, l'objectif est plus que jamais de « gagner les cœurs et les esprits » des Taiwanais, sans rien céder toutefois sur le fond : l'objectif de réunification reste inchangé, le statut international de la ROC contenu, les missiles de l'Armée populaire de libération sont toujours braqués sur Taiwan...

Dans de nombreux cas, ces dernières années, les discussions entre chercheurs chinois et taiwanais apparaissent particulièrement détendues⁴⁴. Lorsqu'elles dépassent le cadre de l'agenda fixé pour aborder des sujets plus sensibles (relations PRC-ROC, différends territoriaux en mer de Chine, etc.), elles peuvent même être assez franches : « Pourquoi vous ne nous avez pas informés au préalable avant de déclarer l'ADIZ au-dessus de la mer de Chine orientale ? », « Etes-vous conscients que l'installation de la plateforme pétrolière H-981 dans les eaux disputées près des îles Paracels a eu des conséquences économiques négatives pour Taiwan, avec pour résultat à court terme une baisse significative des investissements taiwanais au Vietnam ?⁴⁵ », ont ainsi demandé plusieurs chercheurs taiwanais en visite en Chine⁴⁶.

Même alors, le ton des chercheurs chinois reste cordial, dénué de cette rigidité qui était la marque des délégations académiques de la RPC durant les années Chen Shui-bian. Dans l'ensemble, les chercheurs chinois en visite à Taiwan s'expriment de manière moins raide, n'hésitent pas à manier l'humour ou l'autodérision, se montrent plus à l'écoute de leurs interlocuteurs qu'auparavant. « Que suggérez-vous ? Vous avez des idées, des recommandations pour renforcer les relations entre les deux rives ?⁴⁷ » sont des questions qu'ils posent fréquemment à leurs homologues taiwanais. Ce changement de ton n'implique toutefois pas un changement de position sur le fond : les chercheurs chinois restent alignés sur les positions officielles de leur pays, surtout lorsqu'il s'agit des intérêts dits « fondamentaux ».

Par ailleurs, dans le cadre de la nouvelle stratégie de communication de Pékin, les chercheurs chinois en visite à Taiwan n'hésitent plus à mettre en avant leurs liens d'amitié et de fraternité avec les chercheurs taiwanais. Il n'est pas rare d'entendre des phrases comme « entre amis de longue date, parlons-nous franchement », ou « de toutes façons, nous sommes

⁴³ Les activités extraprofessionnelles sont variées – parties de golf, randonnées en montagne, visites de sites touristiques en province, etc. – et peuvent occuper une proportion significative du programme de la visite. Ainsi, un chercheur taiwanais se souvient qu'après deux jours de conférences à Shanghai, une demi-journée a été consacrée à la visite de Zhou Zhuang (周庄), à proximité de Shanghai. Entretien, Taipei, décembre 2014.

⁴⁴ Observations, Taipei, 2013-2015.

⁴⁵ Baisse, car « le Vietnam n'a fait aucune différence, il était en colère autant contre la Chine que contre Taiwan, qu'il considère comme partie intégrante de la Chine », selon le chercheur taiwanais qui avait posé cette question. Entretien, Taipei, décembre 2014.

⁴⁶ Visite datant de novembre 2014, île de Hainan, PRC. Entretien, Taipei, décembre 2014.

⁴⁷ Propos entendus à plusieurs reprises lors de ces rencontres, Taipei, 2013-2015.

tous chinois, nous avons la même culture, nous abordons les choses de la même manière ». Il est à noter que ces éléments de langage sont présents également dans les discours des hommes politiques chinois ou taiwanais affiliés au KMT, mais aussi, dans une moindre mesure, au DPP. Ainsi, le think tank pro-indépendance Taiwan Brain Trust a reproduit dans l'un de ses tracts un discours de son fondateur Koo Kwang-ming intitulé « It is time for a little brotherly love⁴⁸ ».

De manière générale, les messages des chercheurs chinois aux chercheurs taiwanais sont formulés de manière douce et conciliante. Les appels au « renforcement de la coopération », à la « promotion de relations étroites et amicales entre les deux rives » sont fréquents⁴⁹. Dans de nombreux cas, les arguments ethniques, culturels et stratégiques s'entremêlent : « Nous devons coopérer pour défendre ensemble les mêmes revendications territoriales qui proviennent de nos ancêtres communs », a déclaré ainsi un chercheur chinois face à une délégation d'homologues taiwanais venus participer à une rencontre sur la mer de Chine du Sud⁵⁰.

Par ailleurs, le fait que les réunions puissent se tenir directement en chinois (mandarin), sans avoir besoin d'interprète, facilite les échanges. Il s'agit d'un avantage comparatif considérable par rapport aux échanges entre chercheurs taiwanais et américains, ou entre chercheurs taiwanais et japonais. Même si la communication en anglais ne pose aucun problème à la plupart des chercheurs taiwanais – qui maîtrisent dans l'ensemble parfaitement cette langue –, elle tend à introduire une distance dans le dialogue, voire des approximations quant à l'utilisation ou la traduction de certains concepts ou notions. Les chercheurs chinois n'hésitent pas à recourir à de nombreuses formules, proverbes, concepts exclusivement chinois pour souligner leur proximité linguistique et culturelle. Si les chercheurs taiwanais en usent moins, voire émaillent volontiers leurs propos d'expressions anglaises⁵¹, cette proximité linguistique est néanmoins reconnue par nombre d'entre eux comme une aide significative à la discussion⁵².

La plupart des chercheurs taiwanais interrogés s'accordent pour dire que, sur la forme, les échanges avec les Chinois sont plus aisés à conduire que tout autre échange international, pour une raison évidente de proximité linguistique mais aussi de proximité logistique et protocolaire. « Avec des Chinois du continent, ce n'est certainement pas comme un échange avec des étrangers ; la langue, la culture commune nous aident beaucoup. [...] Les rencontres sont toujours simples à

⁴⁸ « Le moment est venu d'un peu de fraternité. » Tract en chinois et en anglais remis par des chercheurs du Taiwan Brain Trust en décembre 2014, et dans lequel les références culturelles sont nombreuses. Texte complet accessible en ligne : <http://www.taipeitimes.com/News/editorials/archives/2012/11/12/2003547465> (consulté le 17 août 2015).

⁴⁹ Citations de phrases prononcées à plusieurs reprises par les chercheurs chinois lors de ces rencontres. Observations, Taipei, 2013-2015.

⁵⁰ Retranscription non littérale – restitution de mémoire par un chercheur taiwanais ayant participé à cette rencontre de novembre 2014 à Hainan. Entretien, Taipei, décembre 2014.

⁵¹ Concepts de politique étrangère par exemple, ou citations d'auteurs américains. Au-delà de la sphère académique, l'utilisation ponctuelle de mots anglais dans des propos en chinois est une pratique courante, liée en partie à l'internationalisation de l'éducation des Taiwanais depuis plusieurs décennies, et au fait que nombre d'entre eux ont étudié dans des pays anglophones (Etats-Unis en premier lieu).

⁵² « Oui, la langue commune nous aide », répond ainsi spontanément un chercheur taiwanais à la question : « Les échanges avec les chercheurs chinois sont-ils plus aisés qu'avec les chercheurs américains ? Si oui, pourquoi ? » Entretien, Taipei, décembre 2013.

organiser, et on commence à bien se connaître, donc ça facilite les choses, on travaille plus vite ensemble. On est en mesure d'organiser ensemble une conférence rapidement⁵³. »

Le degré de proximité entre chercheurs taiwanais et chinois varie naturellement, comme c'est le cas pour tout échange humain, en fonction de la personnalité de chacun et des affinités entre personnes. Il varie également, dans le détroit, selon l'âge du chercheur, son histoire personnelle et son affiliation politique. Ainsi, il y a plus de probabilités qu'un chercheur *waisheng*⁵⁴ d'une soixantaine d'années ou plus et affilié au KMT devienne plus proche, voire « ami » avec un chercheur chinois qu'un chercheur taiwanais *bensheng*⁵⁵ plus jeune et affilié au DPP avec le même chercheur chinois. Les chercheurs plus âgés, affiliés au KMT d'une part et au PCC d'autre part, peuvent se retrouver non seulement sur certaines positions politiques (patriotisme chinois, rêve de voir un jour une Chine réunifié...), mais aussi sur certains principes et traits de communication (importance accordée à l'ordre et à la hiérarchie, aux traditions protocolaires, d'hospitalité, de réciprocité, etc., goût pour les proverbes et références à la grandeur de la civilisation et de la culture chinoises).

Il s'agit bien sûr de tendances générales, et l'observation montre que les liens d'amitié transcendent parfois les clivages politiques et générationnels... Ainsi, des scènes de banquets ou de karaokés arrosés au Kaoliang, un alcool local, au lendemain d'une conférence organisée en avril 2013 à l'université Nanhua (considérée « verte ») dans le comté de Chiayi, au centre du pays, témoignent de relations amicales entre des chercheurs taiwanais pro-DPP (dont certains jeunes et ayant exercé des responsabilités dans le cabinet de Chen Shui-bian) et des chercheurs chinois cadres du PCC. D'autres observations récentes lors d'échanges, dîners et visites touristiques mêlant chercheurs chinois et taiwanais confirment la banalité de ces amitiés qui peuvent surprendre au premier abord, et la proximité qui semble parfois réunir ces deux populations influentes au-delà des clivages partisans. Les divergences de fond restent nombreuses lors des discussions entre chercheurs chinois et taiwanais, surtout lorsque ces derniers sont proches du DPP. Toutefois, elles ne semblent plus faire obstacle à l'établissement de relations amicales solides, susceptibles d'exercer une influence politique.

UN DIALOGUE ASYMÉTRIQUE

Au moins trois types d'asymétrie se dégagent de l'observation des rencontres track 2 et des entretiens avec leurs participants : une asymétrie de contrôle et de supervision, une asymétrie de financement, et une asymétrie de réflexion stratégique.

⁵³ Entretien avec un chercheur expérimenté (considéré proche du KMT), Taipei, 2013.

⁵⁴ Terme désignant la part de Taiwanais nés en Chine et repliés sur l'île après 1945 avec le gouvernement nationaliste, et leurs descendants.

⁵⁵ A Taiwan depuis plusieurs générations. Leur immigration, souvent en provenance de la province du Fujian, a commencé dès la fin du XVII^e siècle sous la dynastie des Qing.

Asymétrie de contrôle et de supervision

Compte tenu des différences de système politique entre la Chine et Taiwan, les chercheurs chinois sont en règle générale beaucoup plus contrôlés par Pékin que ne le sont leurs homologues taiwanais par Taipei. Cela est encore plus vrai lorsque les deux populations se rencontrent : pour le gouvernement chinois, le caractère hautement sensible des échanges interdétermine impose un contrôle renforcé et une planification stratégique affinée sur leur déroulement, leurs objectifs et leur finalité politique. De son côté, le gouvernement taiwanais n'a pas la volonté, ni même les moyens en contexte démocratique, d'imposer ce même niveau de contrôle aux chercheurs et à leurs activités. Les Chinois qui désirent se rendre à Taiwan dans un cadre académique (conférences, colloques, terrains de recherche, etc.) doivent obtenir l'aval du Parti communiste chinois, qui vérifie leur loyauté idéologique et politique (vis-à-vis du Parti, de la ligne officielle sur la question taiwanaise, etc.). Tous ne peuvent y aller comme bon leur semble : les contraintes et les barrières administratives sont multiples pour les enseignants-chercheurs chinois qui souhaitent se rendre à Taiwan dans un cadre professionnel.

Les délégations chinoises reçues à Taiwan sont constituées en règle générale de chercheurs d'institutions académiques officielles, telles que la CASS, l'Institute of Taiwan Studies, ou encore le CICIR (affilié au ministère de la Sécurité d'Etat – MSS). Et quelle que soit l'institution académique à laquelle ils sont rattachés, tous les chercheurs chinois en visite à Taiwan sont au moins membres du Parti communiste chinois – le plus souvent, ils en sont cadres – et entretiennent de bonnes relations avec les autorités (ministère de l'Education, des Affaires étrangères, etc.). Beaucoup se rendent à Taiwan dans le cadre d'une mission de recherche commanditée par leur institution de rattachement (ministère, Parti, etc.), à laquelle ils devront rendre compte de manière formelle de retour à Pékin, par exemple sous la forme d'un rapport écrit.

Si les sujets de recherche des chercheurs taiwanais, y compris pour les terrains en Chine, sont dans leur vaste majorité choisis par les chercheurs eux-mêmes, cela est rarement le cas dans l'autre sens : la plupart des chercheurs chinois travaillant sur Taiwan ne sont pas libres de choisir le sujet de leur recherche et restent aiguillés par les institutions publiques dont ils dépendent (financements, évolution de carrière, etc.). En règle générale, l'espace pour une recherche indépendante sur Taiwan est étroit pour les chercheurs chinois. *A contrario*, les chercheurs taiwanais de tous bords politiques bénéficient d'un espace de liberté important, et n'ont nullement besoin de demander l'aval des autorités pour travailler sur la Chine ou s'y rendre.

Des liens entre chercheurs et décideurs existent côté chinois et taiwanais, comme dans de nombreux autres pays. D'où l'intérêt du track 2, qui permet de discuter d'enjeux contemporains avec des chercheurs informés et influents, sous un autre format et de façon plus libre qu'avec des officiels. Cependant, ces liens s'avèrent dans le cas taiwanais beaucoup plus informels et distants que dans le cas chinois. Les retours de terrains et visites en Chine des chercheurs taiwanais se font souvent de manière orale, dans un cadre personnel plus qu'institutionnel, et au hasard des occasions plutôt que de façon systématiques et écrites :

« Lorsque nous étions fin 2014 à Shanghai, pour une rencontre sur les différends en mer de Chine du Sud, j'ai demandé aux autres membres de notre délégation [constituée de plusieurs chercheurs et experts taiwanais en relations internationales, ndlr] : "qui rendra compte de notre visite au gouvernement taiwanais à notre retour à Taipei ?" Personne n'a répondu et, au retour, personne n'a réellement eu l'occasion de passer des messages à notre gouvernement. Nous avons tous des relations, mais diverses et relativement limitées : je suis moi-même militaire à la retraite, donc moins influent qu'auparavant, certains chercheurs de la délégation ont travaillé directement pour le MOFA, mais les liens se sont distendus avec l'alternance politique ; un des chercheurs de la délégation plus engagé en politique a fait un rapport à son parti, mais pas directement au gouvernement. [...] Oui, nous pouvons dire que nous aurons tôt ou tard l'occasion de rendre compte de notre visite au gouvernement, mais probablement de manière informelle, lorsque l'occasion se présentera. Et il n'est pas sûr que le gouvernement y prête beaucoup attention, ou s'en serve pour alimenter la réflexion ou la prise de décision. [...] A l'inverse des chercheurs chinois qui se rendent à Taiwan, nous partons en visite en Chine sans directive gouvernementale. Nous ne sommes en aucun cas des représentants ou des messagers du gouvernement taiwanais⁵⁶. »

Dans ce contexte, si le terme de track 2 est couramment employé pour évoquer ces rencontres, il serait en réalité plus approprié, comme le suggère un chercheur taiwanais, de parler de track 1 ou 1,5 côté chinois, et de track 2, voire de track 3 côté taiwanais. L'affiliation gouvernementale est, de fait, asymétrique. Les chercheurs chinois qui participent à ces rencontres ont des contacts directs et plus étroits avec leur gouvernement (Parti, ministères, etc.) que ne l'ont les chercheurs taiwanais avec le leur.

L'asymétrie caractérise également le fonctionnement des think tanks chinois et taiwanais. Les think tanks indépendants du gouvernement sont nombreux à Taiwan (beaucoup sont affiliés au parti d'opposition), tandis qu'ils sont pour ainsi dire inexistantes en Chine (en particulier dans les domaines qui nous intéressent ici : sciences politiques, relations internationales, études de sécurité). Aussi, lorsque des membres des think tanks des deux rives du détroit se rencontrent, leur liberté de parole, leur possibilité de s'écarter du discours officiel ne sont pas les mêmes. Du côté taiwanais, des divergences de vues se font souvent jour entre chercheurs d'un même think tank, ou entre chercheurs de différentes tendances au sein d'un même parti. Des doutes, questionnements, jugements sur d'éventuelles erreurs passées ayant pu être commises par son propre parti ou gouvernement sont parfois évoqués publiquement, y compris en présence de chercheurs chinois.

Cette distance avec la ligne officielle est quasi inexistante chez les chercheurs chinois en visite à Taiwan. Cela ne veut pas dire que ces questionnements sont absents de la recherche chinoise, loin de là, mais ils sont uniquement exprimés en interne, et très rarement rendus publics – et encore moins à Taiwan, territoire stratégique.

⁵⁶ Entretien avec un militaire taiwanais à la retraite travaillant désormais dans un centre de recherche, Taipei, décembre 2014.

Asymétrie de financement

Par ailleurs, la dimension hautement stratégique de ces rencontres⁵⁷ a incité le gouvernement chinois à leur apporter un soutien financier important, surtout au cours de la dernière décennie. Pékin peut désormais se permettre d'investir massivement dans des outils de soft power et de multiplier les initiatives de diplomatie publique aux formats ambitieux : organisation de colloques internationaux, forums réunissant plusieurs centaines de personnes, réceptions, etc. De son côté, le gouvernement taiwanais, pourtant précurseur et expert dans le déploiement des canaux de diplomatie informelle, ne peut les soutenir à la même hauteur, du fait des restrictions budgétaires imposées par une conjoncture économique nationale difficile et incertaine.

La Chine accueille les délégations taiwanaises selon le principe du *luodi jieda* (落地接待) : tous les frais sur place sont pris en charge à l'arrivée de la délégation sur le territoire de la RPC (les vols restant à la charge de la délégation). Cette règle s'applique à la majorité des visites des chercheurs taiwanais en Chine⁵⁸. Les délégations taiwanaises sont la plupart du temps très bien reçues : marques appuyées de respect, hôtels de luxe, banquets, escapades touristiques, flexibilité du programme en fonction des envies des invités taiwanais, etc. Non seulement les chercheurs taiwanais en déplacement professionnel en Chine sont bien traités, mais ils ont parfois la possibilité de prolonger leur séjour dans les meilleures conditions. Ainsi, un ancien conseiller de Ma Ying-Jeou redevenu universitaire s'est vu proposer de rester plus longtemps que prévu, gratuitement, à l'hôtel, lors d'un de ses déplacements en Chine⁵⁹. Les faveurs accordées par Pékin au monde académique taiwanais sont stratégiques. Elles font partie intégrante de la doctrine de « front uni » qui vise le renforcement de l'influence de la PRC à Taiwan dans de nombreux domaines (académiques, économiques, médiatiques, etc.), et se concrétise par des « coups de pouce » donnés aux sympathisants – ou sympathisants potentiels – de la Chine à Taiwan.

Dans ce contexte, la question de la « réciprocité dans l'accueil⁶⁰ » se pose. Cette pratique continue à être la règle en Chine comme à Taiwan : après avoir été invité, il est d'usage de « rendre la pareille » à son hôte, dans des conditions similaires voire supérieures. Or il est aujourd'hui difficile, pour la majorité des institutions académiques taiwanaises, de respecter cette coutume. Si Taiwan applique également le principe de *luodi jiedai* pour l'accueil de délégations chinoises, en pratique très peu d'universités et de think tanks – hormis les plus gros, tels que la National Policy Foundation (NPF)⁶¹, affiliée au KMT – peuvent offrir aux délégations

⁵⁷ Pour rappel, Pékin considère Taiwan comme l'un des « intérêts fondamentaux » du pays, c'est-à-dire une des priorités de sa politique étrangère.

⁵⁸ Par exemple, l'IIR-NCCU et le CICIR sont des partenaires formels. Dans le cadre de ce partenariat, ils co-organisent une conférence chaque année, alternativement à Taipei et Pékin : « Ils nous prennent en charge quand nous y allons, nous les prenons en charge quand ils viennent », explique un des co-organisateur taiwanais. Entretien, Taipei, janvier 2015.

⁵⁹ Proposition d'ailleurs refusée. Entretien avec un enseignant-chercheur taiwanais, Taipei, décembre 2014.

⁶⁰ 有来有往,有来无往非礼歌 (*You lai you wang, you lai wu wang, fei lige*), ce qui pourrait être traduit par : « Traitez la personne de la même manière qu'elle vous a traité. La courtoisie exige la réciprocité. »

⁶¹ La NPF, créée en 2004 sous l'égide de Lien Chan, joue un rôle capital dans les échanges informels interdéfaut. Les chercheurs, universitaires et personnalités politiques qui y sont affiliés participent dans une large mesure à l'agenda des rencontres KMT-PCC depuis 2005 et des accords signés par la SEF et l'ARATS depuis 2008.

chinoises les mêmes conditions d'accueil que les institutions chinoises. Cette asymétrie de moyens s'explique non seulement par la différence de contexte économique entre la Chine et Taiwan, mais aussi par la différence de leurs structures de financement. De fait, les think tanks et universités chinois peuvent compter sur un large soutien du gouvernement, ce qui est loin d'être le cas des institutions académiques taiwanaises, souvent contraintes de diversifier leurs sources de financement pour faire face à la baisse des fonds publics.

La qualité de l'accueil, la proximité linguistique et culturelle, on l'a dit, amènent certains chercheurs taiwanais à considérer que les relations avec les Chinois sont plus agréables et plus faciles qu'avec leurs interlocuteurs américains. En la matière, les comparaisons spontanées sont récurrentes : « Les Américains ne sont pas aussi disponibles pour nous que ne le sont les Chinois. La dernière fois, nous étions à Washington, et un chercheur américain spécialiste de Taiwan, que nous connaissons bien, ne pouvait pas nous recevoir car il était en vacances. Un autre avait un emploi du temps très chargé, et n'était pas disponible lors de notre passage. Alors qu'en Chine, tout le monde est toujours disponible pour nous, nous n'avons jamais l'impression de déranger, ou de venir à un moment inopportun⁶². » « Nous sommes toujours mieux reçus en Chine qu'aux Etats-Unis, c'est une réalité », souligne de son côté un autre chercheur taiwanais. A ces remarques sur l'accueil et la disponibilité vient s'ajouter le sentiment d'une incompréhension mutuelle : « Les Américains ne nous comprennent pas. Ils ne comprennent pas la culture chinoise et nous parle comme si nous fonctionnions comme eux⁶³. » Cette perception culturaliste des échanges peut surprendre de la part d'individus ayant pour la plupart été formés aux Etats-Unis et dont beaucoup ont eu un parcours international, mais elle existe bel et bien chez certains chercheurs taiwanais (notamment pro-KMT) et semble se renforcer, alors que la Chine – y compris ses institutions académiques et ses chercheurs – adoucit sa communication à l'égard de Taiwan. Elle fait écho, dans une certaine mesure, à celle de certains officiels taiwanais se considérant avant tout chinois⁶⁴.

Asymétrie de planification stratégique

Mais l'asymétrie la plus profonde qui caractérise les échanges entre chercheurs taiwanais et chinois concerne la planification stratégique. La stratégie de Pékin à l'égard de Taiwan est claire, unique : elle vise la réunification. Celles de Taiwan envers Pékin sont à l'inverse multiples et souvent complexes, difficiles à mettre en application du fait des divergences de

⁶² Entretien avec un enseignant-chercheur taiwanais se rendant régulièrement aux Etats-Unis et en Chine, Taipei, décembre 2014.

⁶³ *Idem*.

⁶⁴ Tel ce diplomate taiwanais à la retraite déclarant : « We should work together hand in hand with China, not always see it as a threat. I am Chinese myself, I know Chinese people do not like to fight ! » (« Nous devons travailler main dans la main avec la Chine, et ne pas la voir toujours comme une menace. Je suis chinois moi-même, je sais que les Chinois n'aiment pas se battre »). Conférence « East Asian Maritime Peace Forum », co-organisée par la Prospect Foundation et le ministère des Affaires étrangères taiwanais, 5 août 2015.

vues existant entre partis politiques, au sein même des partis politiques⁶⁵ et plus globalement de l'opinion publique de l'île (forts clivages géographiques, générationnels, etc.).

A l'évidence, cette asymétrie découle en grande partie de la différence de système politique : il n'y a pas d'espace en RPC pour l'expression d'une position ou d'une stratégie autre que celle visant la réunification. Les chercheurs affiliés aux ministères et au Parti sont éventuellement libres de réfléchir à la meilleure manière de parvenir à cet objectif⁶⁶, mais en aucun cas de le remettre en cause. A l'inverse, à Taiwan, en contexte démocratique, les opinions sont souvent partagées sur la position et la stratégie à adopter face à Pékin, et les divergences s'expriment au grand jour lors des conférences universitaires, y compris en présence de chercheurs chinois, tandis que les chercheurs taiwanais sont libres, et habitués à jouir de cette liberté.

Pour Pékin, le renforcement de la diplomatie académique s'inscrit dans une stratégie globale de multiplication des échanges avec Taiwan dans tous les domaines (économiques, culturels, touristiques, agricoles...) et avec toutes les catégories de population (hommes d'affaires⁶⁷, militaires à la retraite, journaliste, agriculteurs, Taiwanais mariés à des Chinoises...). Les chercheurs constituent, on l'a dit, une population cible. Les échanges académiques permettent à Pékin d'ajuster sa stratégie à l'égard de Taiwan en prenant en compte le plus finement possible les évolutions et perceptions locales. Ainsi, Liu Guoshen, le directeur du Taiwan Research Institute de l'université de Xiamen, qui s'est déjà rendu à Taiwan plus de quarante fois et se présente sur sa page Internet comme « dévoué au grand concept de la réunification pacifique avec Taiwan », souligne sur cette même page : « Nous devons voir les problèmes à travers les yeux des Taiwanais ; entrer en empathie avec eux, puis reconsidérer la question taiwanaise d'un même point de vue, partagé par les populations des deux côtés du détroit⁶⁸. »

La stratégie de diplomatie académique de Pékin à l'égard de Taipei est subtile : diversification des contacts, renforcement des liens avec les chercheurs pro-DPP, prise en compte des divergences d'opinions et d'aspirations au sein de la population taiwanaise, etc. Elle a été mûrement réfléchie, le style de communication et les messages ont été ajustés en fonction des populations cibles. Lorsqu'il s'agit de Taiwan, rien n'est laissé au hasard, que ce soit le choix des chercheurs taiwanais invités à des conférences et colloques en Chine, celui des thèmes de discussion ou le ton des échanges.

⁶⁵ Ainsi, le KMT comme le DPP sont constitués de factions et de personnalités politiques rivales qui ne partagent pas forcément la même vision des relations Taiwan-Chine et du futur politique de Taiwan. Ces factions animent aussi le monde académique « bleu » comme « vert ».

⁶⁶ Et développent ainsi, dans une certaine mesure, des points de vue et analyses hétérogènes. Voir les travaux de Hardina Ohlendorf, notamment « The Taiwan dilemma in Chinese nationalism », *Asian Survey*, 54 (3), juin 2014, pp. 471-491.

⁶⁷ Voir à ce sujet Françoise Mengin, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013, et Gilles Guiheux, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan. La main visible de la prospérité*, Paris, CNRS Editions, 2002.

⁶⁸ Version originale en anglais : http://ice.xmu.edu.cn/english/showletter.aspx?news_id=2224 (dernière consultation le 17 août 2015).

CONSÉQUENCES DU DIALOGUE ACADÉMIQUE SUR LES RELATIONS ENTRE PÉKIN ET TAIPEI

Un dialogue déséquilibré...

Au vu du grand nombre d'asymétries relevées (en matière de contrôle, de financement ou de planification stratégique), le dialogue académique Chine-Taiwan s'avère donc fortement déséquilibré. La stratégie de Taiwan à l'égard de Pékin n'est pas arrêtée (des désaccords et divergences subsistent entre partis politiques et au sein même des partis sur ce sujet), et cela vaut également pour la diplomatie académique : à l'heure actuelle, il n'existe pas de stratégie nationale, unique et affûtée, de diplomatie académique envers Pékin, alors que l'inverse est vrai. Pour la Chine, ces échanges doivent soutenir, à terme, l'objectif de réunification. Du côté de Taiwan, l'exploitation politique et stratégique de ces échanges n'est pas aussi évidente, et la communication souvent moins prudente que du côté chinois.

Le dialogue s'avère d'autant plus déséquilibré qu'une certaine opacité – considérée par la diplomatie chinoise comme un avantage stratégique à préserver – continue de peser sur les propos tenus par les chercheurs chinois à leurs interlocuteurs taiwanais (qu'il s'agisse de politique intérieure, extérieure, de la stratégie de Pékin à l'égard de Taiwan, etc.). Côté taiwanais, les divergences internes s'expriment au grand jour lors des rencontres académiques. Côté chinois, la communication reste sous contrôle, et les doutes, questionnements et divergences éventuelles ne transparaissent jamais face à leurs homologues taiwanais. Dans ce contexte, la transparence qui est la règle à Taiwan, et dont usent sans retenue les chercheurs de l'île, tend à jouer en sa défaveur : il est beaucoup plus aisé pour un chercheur chinois de comprendre le contexte taiwanais et d'accéder à des informations que l'inverse.

De fait, si tous les chercheurs taiwanais rencontrés sont conscients de la différence de système politique entre Taiwan et la RPC, un certain nombre ne paraissent pas prendre la pleine mesure des implications concrètes de cette différence sur la vie académique et politique de la RPC. Ainsi, certains ne mesurent pas le niveau de contrôle des chercheurs et universitaires chinois, ou de la dureté de la campagne anticorruption menée actuellement par Xi Jinping⁶⁹. Cette perception n'est pas propre à Taiwan, elle est commune à de nombreuses démocraties et s'explique plus généralement par le fait qu'il est difficile d'imaginer les réalités concrètes d'un système politique à l'opposé du sien, à plus forte raison quand il se révèle particulièrement opaque. Même ceux qui ont les outils pour percer une partie de cette opacité – tels les militaires ou diplomates taiwanais – n'ont pas toujours conscience des réalités du terrain, ne pouvant eux-mêmes se rendre sur le territoire de la RPC lorsqu'ils sont en fonction.

⁶⁹ La plupart des chercheurs interrogés à ce sujet considèrent cette campagne nécessaire et tendent à l'assimiler à celle que Taiwan avait lancée au milieu des années 1990, dont l'ampleur et les modalités d'exécution étaient pourtant très différentes.

... à l'avantage de Pékin

Dans ce contexte, un certain nombre de chercheurs taiwanais se disent pessimistes sur la portée de ces échanges. « On n'avance pas. Ils [les Chinois] campent sur leur position depuis toujours », regrette un chercheur de l'IIR-NCCU. Un de ses collègues ajoute : « Peut-être qu'ils comprennent le contexte national [taiwanais], mais quand il s'agit des relations entre les deux rives, alors la ligne officielle revient toujours, celle-ci contraint toujours leurs analyses » ; un autre chercheur de la même institution déplorant : « ces échanges nous donnent l'occasion de présenter aux Chinois notre vision à Taiwan, nos opinions divergentes sur la position à adopter vis-à-vis de Pékin. Mais, de leur côté, la position de la Chine vis-à-vis de Taiwan est très claire, donc il n'y a pas grand-chose à dire, à faire pour faire évoluer les esprits et les perceptions. Parfois nous quittons la salle de réunion avec beaucoup de frustration⁷⁰ ».

Par ailleurs, l'absence de track 1 entre Pékin et Taipei représente en soi une limite aux échanges track 2, supposés soutenir le track 1 et aider à la réflexion et à la prise de décision. « En l'absence de track 1, le track 2 ne vaut pas grand-chose. Les dialogues et réflexions entre chercheurs n'ont pas d'impact sur le dialogue officiel puisque celui-ci n'existe pas, Taiwan n'étant pas représenté officiellement. Le track 2 ne peut pas être un substitut du track 1, surtout lorsqu'il s'agit d'enjeux multilatéraux », considère un chercheur taiwanais qui prend part aux discussions du comité taiwanais du CSCAP⁷¹.

D'autres, affiliés au DPP, estiment qu'avec ces échanges la partie chinoise a séduit, voire acheté certains de leurs collègues des think tanks ou universités considérés proches du camp vert. Notamment ceux qui, après la défaite de leur parti, se sont trouvés sans emploi ou dans des situations professionnelles et financières difficiles⁷². De fait, compte tenu de l'asymétrie de financement évoquée plus tôt, les invitations à des colloques et conférences, voire les opportunités d'emploi sont nombreuses en Chine pour les chercheurs taiwanais de tous bords. De manière générale, quelle que soit leur tendance politique, de plus en plus d'universitaires de l'île acceptent des postes en Chine, où les salaires deviennent plus attrayants, et où ils sont accueillis à bras ouverts⁷³. Enfin, une autre crainte exprimée par certains, notamment ceux affiliés au DPP, est que les visites des chercheurs chinois dans leur institution ne servent pas uniquement à la veille du contexte politique taiwanais, mais aussi à celle des institutions de recherche et des individus qui y travaillent, en particulier lorsque ceux-ci défendent des positions indépendantistes⁷⁴.

⁷⁰ Entretiens, Taipei, janvier 2015.

⁷¹ Council for Security Cooperation in the Asia-Pacific, mécanisme informel permettant aux universitaires, professionnels du secteur et fonctionnaires intervenant à titre privé de discuter des questions politiques et sécuritaires dans la région Asie-Pacifique. NB : le comité taiwanais du CSCAP échange occasionnellement avec le comité chinois.

⁷² Nombreux cas individuels évoqués au cours des entretiens, Taipei, 2013-2015.

⁷³ Pas toujours pour des raisons strictement stratégiques, mais parce que la formation internationale des enseignants-chercheurs taiwanais et leur capacité à enseigner à la fois en mandarin et en anglais sont très appréciées dans les universités chinoises, qui cherchent aujourd'hui à s'internationaliser.

⁷⁴ Soupçons d'espionnage chinois évoqués plusieurs fois – à tort ou à raison – lors d'entretiens avec des chercheurs ainsi que des officiels taiwanais (MOFA). Entretiens, Taipei, 2013-2015.

Canaux de gestion de crise ?

Il est probable que les échanges track 2 vont continuer à se développer entre les deux rives au cours des prochaines années, alors que l'influence des think tanks chinois ne cesse de se renforcer sous Xi Jinping, qui a appelé dès 2013 à leur multiplication, à leur professionnalisation et à leur internationalisation⁷⁵. Ce développement n'est pas réservé à Taiwan, les think tanks chinois multiplient leurs activités internationales tous azimuts, en Afrique, en Europe (y compris auprès des pays d'Europe centrale et orientale), en Asie, adaptant leurs discours et leurs activités aux intérêts et enjeux nationaux dans chacune de ces régions. Mais il prend dans le détroit une dimension stratégique particulière, alors que la réunification demeure l'objectif de la RPC.

A l'égard de Taiwan, il est fort à parier que les efforts de track 2 se poursuivent, voire se renforcent, quel que soit le résultat des prochaines élections présidentielles taiwanaises qui auront lieu en janvier 2016. Si le KMT en sort vainqueur – ce qui est peu probable –, les échanges informels entre les deux rives pourraient se poursuivre à la même fréquence que durant le mandat de Ma Ying-Jeou. Si le DPP les remporte, ces échanges pourraient se tendre, voire s'espacer, mais ils demeureront probablement nombreux car utiles à Pékin.

En effet, un point de non-retour semble avoir été atteint dans l'établissement de liens personnels entre chercheurs chinois et taiwanais de toutes tendances politiques (KMT, DPP, indépendants). Ces liens pourraient servir de canaux de communication, voire de gestion de crise dans le cas où les tensions s'exacerbent après le retour du DPP au pouvoir. Il n'est pas certain que la proximité entre certains chercheurs taiwanais pro-DPP (qui occuperont des fonctions gouvernementales et/ou politiques en cas de victoire du DPP) et chercheurs chinois affiliés PCC puisse poser les bases d'un dialogue politique tel que désiré par Pékin, mais elle pourrait être activée pour constituer un mécanisme informel de gestion des crises dans le détroit.

En parallèle, le contrôle de ces échanges est également amené à se renforcer. La multiplication et l'influence croissante des think tanks en Chine n'induisent pas leur libéralisation. Au contraire, Xi Jinping a rappelé que « les think tanks doivent être dirigés par le Parti communiste de Chine et doivent adhérer à la juste ligne⁷⁶ ». Ce contrôle s'applique avant tout aux sujets considérés sensibles et d'« intérêts fondamentaux » (*hexin liyi*) par Pékin, et Taiwan en fait partie. La mission de « relations publiques » des think tanks chinois ne cesse également de se renforcer. Ceux-ci sont de plus en plus souvent appelés à communiquer sur la position de la Chine sur nombre de sujets internationaux⁷⁷ comme intérieurs (mise en valeur de certaines réformes à portée

⁷⁵ Notamment lors du 3^e plénum du Comité central du PCC (novembre 2013), puis à nouveau lors de la 6^e réunion du « Leading group for overall reform » (octobre 2014), au cours duquel il a appelé à la création d'un « nouveau type de think tank aux caractéristiques chinoises » (« building of a new type of think tank with Chinese characteristics »), une mission importante et urgente selon lui. Propos rapportés par l'agence de presse d'Etat Xinhua, 27 octobre 2014.

⁷⁶ Traduit de la version officielle en anglais : « Think tanks should be led by the Communist Party of China and adhere to correct direction. They should also demonstrate Chinese characteristics and style. » Xi Jinping, cité par Xinhua, 27 octobre 2014.

⁷⁷ Par exemple, sur le projet chinois des « Nouvelles routes de la soie » (« One belt, one road » – Yidai Yilu). Plusieurs chercheurs chinois du CIIS (parmi d'autres think tanks affiliés au MFA) sont ainsi venus communiquer à Taiwan fin 2014 sur le sujet, en soulignant les avantages du projet pour Taiwan et la région. Observation de la rencontre, Taipei, décembre 2014.

strictement nationale entreprises par Xi Jinping). S'ils alimentent la réflexion et le processus de décision de la RPC concernant Taiwan, les think tanks constituent à part entière des outils au service de la stratégie de communication, et plus globalement de soft power sous Xi Jinping, encore davantage que sous Hu Jintao. Dans ce contexte, il est probable que les rencontres académiques interdétroit soient plus que jamais considérées par Pékin comme des occasions de communiquer sur sa politique.

CONCLUSION

Compte tenu de ces dernières évolutions, l'asymétrie qui caractérise les échanges entre think tanks chinois et taiwanais semble appelée à s'accroître dans les prochaines années : asymétrie de ton (liberté du côté taiwanais, mission renforcée de communication de la ligne officielle côté chinois), de stratégie (stratégie unique et affûtée du côté de Pékin, en débat du côté de Taiwan), mais aussi et surtout de financement. La Chine est consciente des écarts de croissance dans le détroit et convaincue que le contexte économique lui demeure favorable⁷⁸. Les think tanks chinois de politique étrangère et de sécurité, financés par des fonds publics, n'ont jamais été aussi soutenus depuis qu'ils ont été identifiés comme des acteurs clés par Xi Jinping. Dans ce contexte, les institutions de recherche chinoises disposeront probablement de moyens accrus pour multiplier les visites à Taiwan, les invitations de délégations taiwanaises en Chine, les organisations de conférences et forums internationaux de grande ampleur et autres initiatives au service de la stratégie de long terme de réunification⁷⁹. Pékin n'a aucune raison de mettre un frein à sa politique ambitieuse et tous azimuts de diplomatie académique : celle-ci lui est utile à la fois pour affiner sa réflexion stratégique (veille de la situation locale, prise en compte des tendances d'opinion, des recommandations, etc.) et mettre en application sa politique de séduction et de communication en direction des décideurs et leaders d'opinion taiwanais. Cette dernière porte ses fruits auprès d'une partie significative des populations cibles (pro-KMT, mais également, et de plus en plus pro-DPP). Dans ce contexte, la question qui reste en suspens concerne la réaction de l'autre côté du détroit : Taipei aura-t-il la volonté, mais aussi et surtout les moyens de déployer une (contre-) stratégie de diplomatie académique de grande envergure dans les prochaines années ?

⁷⁸ Voir à ce sujet l'analyse que propose Liu Guoshen, le directeur du Taiwan Research Institute de l'université de Xiamen, sur sa page Internet : http://ice.xmu.edu.cn/english/showletter.aspx?news_id=2224 (dernière consultation le 17 août 2015). Cette perception d'un contexte économique favorable perdure encore aujourd'hui, alors que la Chine fait face à une baisse de croissance et à de nouvelles difficultés économiques et financières.

⁷⁹ En parallèle à de nombreux autres canaux d'échanges et de communication. En mars 2015, lors de son intervention à l'ouverture de la 3^e session du 12^e Congrès national du peuple, le Premier ministre Li Keqiang a déclaré que la Chine s'opposait à tout mouvement d'indépendance de Taiwan et renforcerait le dialogue entre les deux rives. Il a notamment annoncé que le gouvernement chinois multiplierait les échanges humains (« people-to-people ») avec Taiwan, et en particulier avec la jeunesse. Ce développement souligne la prise de conscience croissante à Pékin que la jeunesse taiwanaise lui est potentiellement hostile et reste à séduire, notamment à la suite du « mouvement des tournesols » de mars-avril 2014.